



Rapport mondial sur le développement durable

Synthèse

'Garantir qu'il n'y aura pas de laissés pour compte' et le Programme 2030

Contexte

Le chapitre 1 du Rapport mondial sur le développement durable explore les implications de l'objectif de « ne laisser personne en arrière » pour l'opérationnalisation des ODD du point de vue de la relation entre science et politique. Compte tenu de l'importance de cet engagement dans le Programme 2030, il est essentiel de définir clairement ses implications pour la mise en œuvre de ce Programme. Au niveau conceptuel, quatre grandes questions doivent être abordées. En premier lieu, qui sont ceux étant qui sont ou sont à risque d'être laissés de côté? Deuxièmement, pourquoi sont-ils laissés de côté? Troisièmement, comment les stratégies et politiques utilisées aujourd'hui arrivent-elles à les toucher? Et enfin, quels types de stratégies et politiques seraient appropriés d'ici 2030 afin de ne laisser personne de côté? La science peut éclairer la prise de décision sur ces grandes questions. En révélant dans quelles mesure les stratégies et les politiques utilisées dans divers domaines des ODD sont alignées avec l'objectif de ne laisser personne de côté et leur degré de succès dans la réalisation de cet objectif, la science peut également fournir des éléments pour évaluer la difficulté de tenir cet engagement.

L'ambition de chercher à atteindre en premier les plus démunis est un aspect transformateur du Programme 2030. Cela implique-t-il des stratégies de mise en œuvre différentes de celles couramment utilisées dans le passé? Quelles pourraient en être les implications pour des dimensions transversales comme les institutions et la technologie? Là aussi, la science peut éclairer le débat.

De nombreux objectifs et cibles des ODD visent explicitement à ne laisser personne de côté et font référence à des buts et actions spécifiques en ce sens, ainsi qu'à des groupes (de pays ou de personnes) qui devraient faire l'objet d'une attention soutenue. Ceci est particulièrement prononcé pour les objectifs dérivés des Objectifs du Millénaire (OMD), notamment ceux relatifs à la pauvreté, le genre, l'éducation, la santé, et les moyens de mise en œuvre. Dans ces domaines, des considérations d'inclusion au sens large sont depuis longtemps au cœur du discours et de la pratique du développement.

Définir les laissés pour compte

De nombreux critères peuvent être utilisés pour identifier les laissés pour compte, qu'il s'agisse de pays ou de groupes de la population. Des concepts et mesures associés à cette notion comprennent la pauvreté, l'inclusion, la discrimination et l'inégalité.

Dans la pratique, les "laissés pour compte" par rapport à une dimension particulière des ODD peuvent être des groupes différents dans différentes sociétés. Au-delà de la référence à certains groupes spécifiques (par exemple, les femmes, les

peuples autochtones, les personnes handicapées, les jeunes, et bien d'autres), il existe des indicateurs de privation axés sur des domaines précis ainsi que de nombreux indices de privations multiples, qui intègrent les dimensions sociales, économiques et environnementales. Les privations ayant tendance à être spatialement concentrées, les politiques visant à ne laisser personne de côté doivent nécessairement tenir compte de la géographie. À cet égard, des cartes de privation multiples sont utilisées comme instrument de planification et de gestion à différents niveaux, du niveau national au niveau local, à la fois dans les pays développés et en développement.

Il est important de tenir compte de la nature dynamique des privations et des inégalités. À cet égard, des politiques de prévention sont essentielles pour veiller à ce que de nouvelles personnes ou groupes ne soient pas laissés de côté dans le même temps que d'autres échappent à la pauvreté et à la privation.

Arriver à atteindre les laissés pour compte

Au-delà de la question de l'identification des laissés pour compte, le problème pour les politiques publiques est de les toucher en pratique grâce à des mécanismes de prestation (tels que les services de base, des programmes de formation, les services sociaux, etc.). Ceci requiert une capacité administrative et institutionnelle générale, ainsi que des systèmes d'administration et de gestion spécifiques.

Des méthodes très variées ont été utilisées pour atteindre les plus démunis. Toutes exigent des systèmes de données sous-jacents, ainsi que des capacités administratives dans diverses institutions. Les évaluations disponibles dans différents domaines des ODD suggèrent toutes des difficultés pratiques importantes pour atteindre efficacement les plus démunis. Par exemple, un examen de 122 études portant sur des interventions qui incluaient des allocations directes, des transferts alimentaires, des subventions alimentaires et non alimentaires, des programmes de travaux publics associés à de la création d'emploi et des fonds sociaux, a constaté une efficacité à atteindre les groupes cibles très variable. Un examen approfondi des subventions à l'électricité et à l'eau effectué par la Banque mondiale en 2005 a révélé que la plupart des subventions existant à l'époque étaient régressives, car les effets combinés de taux de connexion inférieurs et d'une consommation plus faible des groupes les plus pauvres signifie que la majeure partie des subventions atteignait les groupes à revenu intermédiaire et élevé.

Le ciblage par lui-même ne suffit pas pour assurer l'inclusion. Les interventions de développement, même bien ciblées, peuvent aboutir à des solutions au mieux partielles et ne régler qu'une partie des problèmes. En outre, les stratégies de ciblage

peuvent imposer des coûts aux bénéficiaires ou peuvent être cause de stigmatisation sociale.

Des stratégies pour atteindre les plus démunis

La manière dont les préoccupations relatives à l'inclusion sont prises en compte dans les stratégies de développement diffère selon les secteurs, et il est nécessaire d'évaluer la performance des stratégies existantes à cet égard. Le GSDR 2016 examine l'évidence disponible par rapport à différentes stratégies de développement - stratégies de croissance à l'échelle de l'économie entière, systèmes de protection sociale, stratégies focalisées sur certaines zones géographiques, et stratégies sectorielles - afin de voir comment celles-ci ont réussi à intégrer les concepts liés à l'inclusion.

Pour certains ODD, l'inclusion figure souvent au cœur des objectifs et des interventions couramment utilisés. Par exemple, l'accès universel à l'eau, à l'assainissement, à l'électricité, aux services de protection de l'enfance, à l'éducation et à la santé sont des objectifs qui par définition se concentrent sur l'idée de ne laisser personne de côté. Par exemple, l'accès universel à l'enseignement primaire sans discrimination a depuis longtemps été à l'avant-garde des efforts internationaux et nationaux.

En tant que question transversale et comme un des 17 ODD, l'égalité des sexes est un objectif majeur lié à l'idée d'inclusion, dans la mesure où les femmes et les filles à travers le monde sont souvent exclues. La santé est un autre exemple de domaine où l'inclusion des plus démunis est à la pointe des discussions politiques nationales et internationales. Au niveau national, l'impératif de ne laisser personne de côté en matière de santé est incarné dans les discussions sur la couverture maladie universelle, qui ont mûri dans de nombreux pays au cours des deux dernières décennies.

Dans d'autres secteurs, l'alignement entre les stratégies couramment utilisées et l'objectif de ne laisser personne de côté est moins naturel. Dans l'agriculture, l'accent est souvent mis sur la nécessité d'intégrer les petits exploitants dans les cadres politiques et les interventions de développement, en leur fournissant l'accès aux marchés, aux systèmes de certification, en les aidant à surmonter les obstacles non tarifaires, etc. La nécessité de veiller à ce que le cadre juridique et réglementaire et le système de soutien à l'agriculture qui sont mis en place ne discriminent pas contre les petits exploitants est de plus en plus reconnue.

Même lorsque les stratégies sectorielles sont bien alignées avec l'objectif de ne laisser personne de côté, des efforts concertés peuvent être nécessaires afin de réellement toucher les plus démunis. Par exemple, malgré les efforts déployés pour fournir un accès gratuit à l'éducation, sans interventions supplémentaires ciblées, des groupes défavorisés tels que les enfants et les jeunes handicapés continueront à être moins susceptibles de commencer l'école ou de terminer leur scolarisation que les autres enfants. De la même manière, alors que l'accès à l'eau potable dans les zones urbaines peut être facilité par des subventions pour faciliter les connexions au réseau à un coût abordable, des efforts ciblés visant à élargir le réseau ou à fournir des sources d'eau alternatives sont nécessaires pour atteindre les personnes vivant dans les zones rurales isolées.

Des exemples d'interventions examinées dans le cadre du rapport qui visent à atteindre en priorité les plus démunis comprennent: la nutrition, où un cœur de cible des

interventions dans les pays en développement est constitué par les enfants eux qui souffrent le plus de retard de croissance; des interventions par zone ciblant les endroits les plus pauvres; et des stratégies visant à loger durablement la population sans-abri.

Leçons pour le futur

Bien que les chapitres du rapport abordent des questions très différentes et reflètent les contributions de communautés scientifiques distinctes, ils contiennent tous le même message fort: pour ne laisser personne de côté en 2030, l'inclusion ne peut pas être traitée comme une dimension à intégrer après coup. Au contraire, elle devrait faire partie intégrante de la conception et du fonctionnement des institutions, de la recherche et du développement, de la planification et du développement des infrastructures.

Sur la base des données limitées examinées dans le rapport, il est possible de conclure que dans de nombreux domaines du nouvel agenda, prendre en compte l'impératif de ne laisser personne de côté dans les interventions de développement durable ne devrait pas présenter des difficultés insurmontables. L'engagement d'atteindre en priorité les plus démunis pourrait représenter un défi beaucoup plus grand, et dans certains cas impliquer un départ plus important des stratégies actuelles.

Pour atteindre cet objectif, il faudra probablement porter l'attention à trois niveaux. Tout d'abord, pour mieux prendre en compte les intérêts des plus démunis, il faudra évaluer la façon dont les stratégies et les politiques sont conçues. Cela nécessite probablement d'incorporer une meilleure compréhension de la dynamique de la pauvreté, de la marginalisation et de la vulnérabilité dans un contexte spécifique à chaque pays. Cela peut également impliquer de donner plus de voix aux groupes défavorisés ou marginalisés dans la discussion des politiques et la prise de décision. Deuxièmement, il conviendra d'examiner, et au besoin d'actualiser, les façons dont les stratégies de développement sont mises en œuvre, et en particulier les efforts déployés pour atteindre les plus démunis, en comblant les lacunes existantes en matière de capacités administratives et de données pour améliorer le ciblage des programmes. Troisièmement, au plus haut niveau des gouvernements, en prenant le nouveau Programme 2030 au mot, il convient d'examiner la façon dont les objectifs sociaux sont équilibrés avec d'autres objectifs tels que l'efficacité économique à court terme dans la prise de décision. En fin de compte, la priorité donnée aux plus démunis sera reflétée dans l'allocation des ressources, à la fois publiques et privées.

À l'avenir, il sera essentiel de recueillir systématiquement plus d'évidence scientifique sur la façon dont les stratégies de développement existantes parviennent en pratique à atteindre les plus démunis. Une première étape pourrait être un inventaire des méta-études qui tentent d'examiner l'efficacité des interventions de développement dans cette dimension, et ce pour différents domaines des ODD. Il pourrait également être utile d'évaluer les coûts et les avantages d'investir dans une plus grande harmonisation des cadres d'évaluation des interventions de développement dans différents domaines des ODD.

Plus d'information

Le GSDR 2016, son résumé pour décideurs et d'autres documents liés sont disponibles à l'adresse suivante: <https://sustainabledevelopment.un.org/globalreport>